

fois créé, ce centre servira à la formation des armées de l'air alliées.

Deux endroits sont actuellement à l'étude: Goose Bay, et Konya en Turquie.

S'il y a lieu de ne pas construire ce centre, ce sont les membres de l'Alliance qui en prendront la décision, ce qu'ils n'ont pas encore fait.

Le Canada continue donc de préparer la création du centre à Goose Bay. Nous continuons également d'exposer nos intérêts aux adversaires de la création du centre au Canada.

Je tiens à donner encore une fois l'assurance à la Chambre que si la décision est prise de créer le centre à Goose Bay, elle sera soumise à la décision que le gouvernement prendra au sujet des recommandations de la commission d'évaluation environnementale et des conditions générales fixées par l'OTAN.

• (1720)

En 1984, quand le gouvernement du Canada a proposé Goose Bay comme emplacement du centre, il a mis en marche la procédure d'évaluation environnemental. La première des deux étapes à franchir a pris fin avec la publication de l'énoncé d'impact environnemental.

Cette étude a été publiée pour informer l'opinion, et une enquête complète va avoir lieu dans les localités concernées du Labrador et du nord-est du Québec. La commission pourra également décider de tenir audience dans les grands centres de l'est du Canada avant de présenter ses recommandations au gouvernement fédéral.

Je signalerai également que l'établissement à Goose Bay d'un centre d'appui tactique de l'OTAN créerait, comme le premier ministre l'a dit, des emplois pour la population de Terre-Neuve et du Labrador, et aurait donc d'importants avantages économiques.

Je répète que l'OTAN n'a pas encore pris la décision de ne pas créer le centre.

Le gouvernement du Canada va poursuivre la procédure d'évaluation environnementale pour examiner l'opportunité de créer un centre d'appui tactique aérien de l'OTAN à Goose Bay.

L'ajournement

[Français]

J'aimerais ajouter, monsieur le Président, que quand on a fait notre offre en 1984, on était sérieux. C'est vrai qu'aujourd'hui on peut critiquer beaucoup les études gouvernementales. Quand on ne le fait pas on se fait critiquer, et quand la réponse ne fait pas notre affaire, on se fait critiquer aussi.

Monsieur le Président, j'ai rencontré beaucoup de groupes dont un en particulier qui n'a pas voulu participer à ce groupe d'étude parce qu'il voulait vendre son étude plutôt de la donner.

[Traduction]

LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

M. Bill Attewell (Markham—Whitchurch—Stouffville): Monsieur le Président, le 26 mars dernier, j'ai pris la parole à la Chambre pour demander au secrétaire d'État aux Affaires extérieures d'intervenir pour aider Leonid et Natalia Stonov. Cela fait presque douze ans qu'ils attendent leur visa de sortie pour quitter l'URSS et aller en Israël.

C'est en 1979, il y a presque 12 ans, qu'ils ont présenté leur première demande pour quitter leur pays. La dernière fois qu'ils en ont présenté une, c'était en 1988. À ce moment-là, non seulement on a refusé de leur donner un visa de sortie, mais on leur a dit: «Ne présentez pas d'autre demande avant au moins quatre ans.»

La raison de ce dernier refus, en 1988, c'était que Leonid connaîtrait des secrets d'État. M. Stonov est herbologue, et il n'a pas exercé sa profession depuis plus de 10 ans. Comment pourrait-il posséder aujourd'hui des secrets d'État qui inquiéteraient les autorités soviétiques?

Même M. Gorbatchev a déclaré que, dans la plupart des cas, la règle relative aux secrets d'État ne devrait pas s'appliquer pendant plus de cinq ans. Comment le cas de M. Stonov pourrait-il faire exception à cette déclaration de M. Gorbatchev?

Le dimanche 25 mars 1990, j'ai rencontré Natalia Stonov à la synagogue Beth Tikvah, à Willowdale. Elle avait réussi à obtenir un visa de visiteur pour venir au Canada. Le couple Stonov a été adopté par les fidèles de la synagogue Beth Tikvah.

Ce matin-là, nous avons téléphoné à Leonid Stonov, à Moscou. C'était très excitant de pouvoir lui parler.

Leonid est un des principaux membres de la communauté des *refuzniks* à Moscou. C'est peut-être pour cela qu'il est traité aussi cruellement depuis plus de 10 ans.